

TABLEAU B

SERVICES	CHAPITRES	AUTORISATION de programme accordée.	C R É D I T de paiement ouvert.
		Francs.	
ECONOMIE ET FINANCES			
II. — SERVICES FINANCIERS			
Equipement des services financiers....	57-90	98.176	98.176
ARMEES			
SECTION AIR			
Télécommunications. — Fabrications pour l'armée de l'air.....	53-71	700.000	»
Totaux pour le tableau B.....		798.176	98.176

**Transfert du portefeuille de contrats d'une société d'assurances.**

Par arrêté du 22 octobre 1968, est approuvé, dans les conditions prévues à l'article 11 du décret du 14 juin 1938, le transfert à la société d'assurances Nationale suisse (France), compagnie française d'assurances, dont le siège social est à Paris (16<sup>e</sup>), 43 et 45, avenue Kléber, de la totalité du portefeuille de contrats d'assurances souscrits en France, avec ses droits et obligations, de la société étrangère d'assurances Compagnie d'assurances nationale suisse, dont le siège social est à Bâle (Suisse), et le siège spécial pour la France, à Paris (16<sup>e</sup>), 43 et 45, avenue Kléber.

**Agrément d'une société d'assurances.**

Par arrêté du 22 octobre 1968, est agréée, dans les termes du décret du 14 juin 1938, la société française Nationale suisse (France), compagnie française d'assurances, société anonyme, dont le siège social est à Paris (16<sup>e</sup>), 43-45, avenue Kléber, pour pratiquer la catégorie d'opérations visée au paragraphe 16<sup>e</sup> de l'article 137 du décret du 30 décembre 1938.

**MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE****Décret n° 68-921 du 24 octobre 1968 portant création d'un institut de technologie du Conservatoire national des arts et métiers.**

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale,  
Vu le décret du 22 mai 1920 modifié relatif au règlement du Conservatoire national des arts et métiers ;

Vu le décret n° 66-27 du 7 janvier 1966 modifié portant création d'instituts universitaires de technologie ;

Vu l'avis du conseil d'administration et du conseil de perfectionnement du Conservatoire national des arts et métiers ;

Vu l'avis de la formation prévue à l'article 35 du décret n° 65-1003 du 19 novembre 1965 relatif au conseil supérieur de l'éducation nationale et aux conseils d'enseignement,

Décète :

Art. 1<sup>er</sup>. — Un institut de technologie du Conservatoire national des arts et métiers est créé dans la forme d'institut de sciences appliquées. Les dispositions prévues par le décret du 22 mai 1920 modifié relatif au règlement du Conservatoire national des arts et métiers lui sont applicables, sous réserve des modalités particulières fixées par le présent décret.

Art. 2. — L'institut de technologie du Conservatoire national des arts et métiers dispense un enseignement supérieur destiné aux personnes engagées dans la vie professionnelle, en vue de leur permettre d'obtenir le diplôme universitaire de technologie, dans des conditions qui seront fixées par arrêté du ministre de l'éducation nationale.

Il peut également organiser, au même niveau, des enseignements déterminés visant au perfectionnement permanent et à l'adaptation à l'évolution scientifique, technique, économique et sociale.

La liste des spécialités et options du diplôme universitaire de technologie, ainsi que des enseignements prévus au deuxième alinéa, est fixée dans des conditions définies par arrêté du ministre de l'éducation nationale.

Art. 3. — Il est institué auprès de l'institut une commission technique dont la composition et les attributions seront fixées par arrêté du ministre de l'éducation nationale.

Art. 4. — Les recettes et les dépenses de l'institut de technologie sont intégralement prises en charge par le budget général du Conservatoire national des arts et métiers.

L'institut est administré par le directeur du Conservatoire national des arts et métiers.

Art. 5. — Le ministre de l'éducation nationale est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 octobre 1968.

MAURICE COUVE DE MURVILLE.

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'éducation nationale,  
EDGAR FAURE.

**Décret n° 68-922 du 24 octobre 1968 constituant une université à Amiens.**

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre, du ministre de l'économie et des finances et du ministre de l'éducation nationale,

Vu la loi de finances du 28 avril 1893 ;

Vu la loi du 10 juillet 1896 relative à la constitution des universités ;

Vu le décret du 21 juillet 1897 modifié relatif au conseil des universités ;

Vu le décret du 22 juillet 1897 portant règlement d'administration publique sur le régime financier et la comptabilité des universités ;

Vu le décret du 31 juillet 1920 modifié relatif à la constitution des universités ;

Vu le décret n° 64-525 du 9 juin 1964 portant création de l'académie d'Amiens ;

Vu le décret n° 66-872 du 26 novembre 1966 portant création d'une faculté de médecine à Amiens ;

Vu le décret n° 68-634 du 8 juillet 1968 portant création d'une faculté des lettres et sciences humaines à Amiens ;

Vu le décret n° 68-637 du 8 juillet 1968 portant création d'une faculté des sciences à Amiens ;

Vu le décret n° 61-1518 du 29 décembre 1961 relatif à l'organisation de l'enseignement supérieur dans les académies métropolitaines n'ayant pas au moins deux facultés constituées ainsi que dans celles où n'existe pas une faculté à laquelle une école, un collège universitaire ou un institut d'enseignement supérieur installé dans leur ressort puissent être rattachés scientifiquement ;

Le conseil de l'enseignement supérieur (section permanente) entendu,

Décète :

Art. 1<sup>er</sup>. — Une université est constituée à Amiens à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1968.

Art. 2. — Le Premier ministre, le ministre de l'économie et des finances, le ministre de l'éducation nationale et le secrétaire d'Etat à l'économie et aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 octobre 1968.

C. DE GAULLE.

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,  
MAURICE COUVE DE MURVILLE.

Le ministre de l'éducation nationale,  
EDGAR FAURE.

Le ministre de l'économie et des finances,  
FRANÇOIS ORTOLI.

Le secrétaire d'Etat à l'économie et aux finances,  
JACQUES CHIRAC.